

Africa Regional Event
Freedom from Slavery Forum

8 juillet 2021

Bonjour à toutes et à tous et merci beaucoup de votre invitation. Un grand merci en particulier à Bukeni Waruzi, dont je tiens à saluer l'engagement sans faille.

C'est un honneur pour moi de participer à cet événement virtuel, en ce troisième et dernier jour du Forum de la région Afrique sur l'éradication de l'esclavage.

Je tenais en effet à pouvoir échanger avec vous et écouter la parole des acteurs de la société civile, au plus près du terrain. Je tiens à saluer la force des idées qui ont été avancées, votre engagement et votre détermination. Nous en avons plus que jamais besoin. Le contexte est, vous le savez, particulièrement négatif et inquiétant.

A l'occasion de la journée mondiale sur le travail des enfants, les dernières données publiées par l'OIT et l'UNICEF ont fait état d'une augmentation du nombre d'enfants victimes à travers le monde, près de 8 millions, principalement en Afrique et dans le secteur agricole.

Rendons-nous compte : nous sommes passés de 152 à 160 millions de victimes de travail des enfants à travers le monde. C'est la première augmentation depuis 20 ans. C'est un recul majeur et pourtant ces chiffres dramatiques ne prennent pas en compte les conséquences de la pandémie de Covid-19.

Nous avons malheureusement toutes les raisons de craindre une tendance similaire en ce qui concerne les cas de travail forcé, de mariage forcé et de formes contemporaines d'esclavage.

Les dernières estimations dont nous disposions faisaient déjà état de chiffres vertigineux : en 2016, 40,3 millions de personnes étaient victimes de l'esclavage moderne. Parmi elles, 25 millions étaient victimes du travail forcé et 15 millions du mariage forcé.

Les conséquences de la pandémie, la fermeture des frontières, l'augmentation de la pauvreté ou la fermeture des écoles sont autant de motifs d'inquiétude.

Dans ce contexte, nous ne pouvons pas baisser les bras.
Nous avons besoin d'un sursaut.

C'est avec votre énergie, celle des acteurs de la société civile, que nous pourrions créer cette dynamique, cette force d'entraînement qui portera avec elle l'ensemble des acteurs : ONG mais également gouvernements, réseaux d'entreprises, opinions publiques, organisations internationales et partenaires sociaux.

Car, j'en suis convaincu, face aux défis actuels, nous devons unir nos forces pour être plus efficace. C'est tout le sens du partenariat que j'ai l'honneur de présider : l'Alliance 8.7. En réunissant à l'échelle globale et dans les pays, l'ensemble des acteurs, nous cherchons à placer notre combat au plus haut dans l'agenda international.

Car c'est à l'échelle globale et internationale que nous pourrions constituer la masse critique suffisante pour répondre aux enjeux politiques et économiques auquel nous devons faire face.

Le moteur du travail forcé demeure en effet financier : selon les estimations dont nous disposons, chaque année ce sont près de 150 milliards de dollars des Etats-Unis de profits illégaux qui sont réalisés sur les violations des droits humains les plus élémentaires. Ces profits privent également les pays de leur force vive et de leurs ressources en alimentant le cercle vicieux de la pauvreté et de la violation des droits.

Une mobilisation mondiale est nécessaire. Je me réjouis que la cible de 50 ratifications du Protocole de 2014 sur l'éradication du travail forcé ait été atteinte cette année. Toutefois nous devons aller beaucoup plus loin et lancer dès à présent une nouvelle campagne de ratification.

De plus, la ratification n'est pas une fin en soi : voyez la ratification universelle de la Convention n°182 de l'OIT sur les pires formes de travail des enfants. C'est une étape majeure mais elle n'a pas été en mesure d'enrayer à elle seule la tendance dramatique dont je parlais tout à l'heure.

Au-delà de la ratification, nous devons donc veiller à ce que les normes internationales comme le Protocole de l'OIT sur le travail forcé soient effectivement mises en œuvre par des législations et des politiques publiques fortes, appropriées aux réalités du terrain et soutenue par une mobilisation large de tous les acteurs.

C'est une mission fondamentale pour l'Alliance 8.7.

Nous ne pouvons pas en rester au stade du plaidoyer ou de la coordination au niveau mondial. L'Alliance vise à promouvoir des solutions concrètes et à créer des dynamiques nationales qui impliquent tous les acteurs, y compris les ministères des finances, de l'éducation, de l'intérieur, du travail, les partenaires sociaux et les ONG.

L'Alliance œuvre dans 24 pays dits « pionniers » car ils s'engagent plus que d'autres à renouveler leurs efforts dans l'éradication du travail des enfants, du travail forcé, de la traite des êtres humains et des formes contemporaines d'esclavage. La région Afrique compte de nombreux pays pionniers : Cameroun, Cote d'Ivoire, Ghana, Ethiopie, Madagascar, Malawi, Mauritanie, Maroc, Nigeria, Tunisie, Ouganda.

Chacun de ces pays élaborent, dans une concertation la plus large possible, un plan d'action national qui fait l'objet d'un suivi particulier.

Si chaque pays connaît des défis spécifiques, nous connaissons bien souvent les outils principaux pour atteindre notre objectifs : renforcement de la protection sociale pour assurer un revenu de subsistance ; programmes d'éducation, de formation et de sensibilisation; ou encore inspection du travail et mesures de police pour veiller au respect des droits.

C'est par ces mesures, portées au niveau national par un consensus politique fort et une assistance technique et financière des organisations internationales que nous pourrons répondre aux défis structurels qui se dressent devant nous:

- 1) En premier lieu, la **vulnérabilité des individus et notamment des enfants, en raison de la pression économique** qu'ils subissent, de l'absence de revenus décents et de protection sociale pour les familles ; en raison des conditions de pauvreté, de conflit ou d'insécurité dans lesquelles ils vivent ;
- 2) Mais aussi la **responsabilité des Etats** et les carences constatées dans la législation ou dans la mise en œuvre des politiques publiques afin de protéger les droits fondamentaux, sur leur territoire et au-delà;
- 3) Enfin les facteurs de **risques associés à la conduite des entreprises**, comme par exemple la pression économique, le manque de capacité ou, parfois, d'engagement dans le respect des droits fondamentaux.

Pour relever ces défis, la mobilisation de la société civile est indispensable. Les ONG font partie intégrante de l'Alliance 8.7 et c'est ce qui fait sa force. Je tiens à saluer l'engagement d'organisations comme *Free the Slaves* ou la *Walk Free Foundation* et je vous invite tous à nous rejoindre.

L'Alliance 8.7 est à vous et elle a besoin de vous. Je suis convaincue qu'ensemble nous pouvons réussir. Je vous remercie.